



7 mars 2024

La philosophe Judith Butler¹ qualifie l'attaque du Hamas le 7 octobre d'«acte de résistance» et crée la polémique

Pour l'intellectuelle américaine, pionnière de la théorie du genre, le «massacre terrifiant» perpétré par l'organisation islamiste n'est pas une «attaque terroriste» ni «antisémite». Des propos tenus ce dimanche à Paris qui scandalisent.

par Simon **Blin**

Une récidive. Deux mois après l'offensive sanglante du Hamas en Israël, Judith Butler, philosophe américaine, star de la gauche radicale, se voyait reprocher des propos qu'elle avait tenus sur le conflit au Proche-Orient il y a près de vingt ans. Une courte vidéo refaisait surface sur les réseaux sociaux : on y voyait la théoricienne du genre expliquer sur le Hamas et le Hezbollah sont des « *mouvements sociaux progressistes de gauche* ». L'intellectuelle de 67 ans avait été contrainte de revenir sur sa pensée, renvoyant à un texte publié dans la [revue AOC](#) où elle condamnait le : *massacre terrifiant et révoltant* : commis par l'organisation terroriste le 7 octobre en Israël.

Mais voilà qu'elle a décidé d'en remettre une couche. Invitée aux tables rondes d'un collectif d'associations décoloniales et antisionistes le dimanche 3 mars, la professeure à Berkeley a qualifié les événements du 7 octobre d'«acte de résistance». La séquence complète de son intervention est disponible [en ligne](#) : « *Nous pouvons avoir des positions différentes sur le Hamas comme organisation politique ainsi que sur la résistance armée* », déclare Judith Butler lors de cette rencontre intitulée « *Contre l'antisémitisme et son instrumentalisation, pour la paix révolutionnaire en Palestine* », et coorganisée par le média Paroles d'Honneur et des organisations d'extrême gauche telles que le NPA ou Révolution permanente. « *Mais je pense qu'il est plus honnête, et plus correct historiquement, de dire que le soulèvement du 7 octobre était un acte de résistance armée.* » Et de poursuivre : « *Ce n'est pas une attaque terroriste et ce n'est pas une attaque antisémite. C'était une attaque contre les Israéliens et vous savez, je n'ai pas aimé cette attaque, je l'ai dit publiquement, j'ai eu des problèmes pour avoir dit ce que j'ai dit.* »

12 mars 2024

Après ses propos sur le Hamas, Judith Butler s'explique, persiste et signe

Après le tollé suscité par ses propos qualifiant l'attaque du 7 octobre «d'acte de résistance armée», l'intellectuelle américaine a déploré sur le site de Mediapart une pensée «caricaturée», tout en maintenant son analyse philosophique.

par Clémence **Mary**

«Clarifier», mais pas s'excuser. Dans un billet de blog publié le 11 mars sur le site [Mediapart](#), la philosophe américaine Judith Butler est revenue sur ses propos polémiques tenus huit jours plus tôt à Pantin lors d'une rencontre intitulée « *Contre l'antisémitisme et son instrumentalisation, pour la paix révolutionnaire en Palestine* ». Invitée à l'événement par des organisations antisionistes comme l'Union juive française pour la paix ([UJFP](#)), le collectif juif décolonial [Tsedek!](#) ou le [NPA](#), l'intellectuelle y [avait déclaré](#) : « *Nous pouvons avoir des positions différentes sur le Hamas comme*

¹ [Judith Butler](#), philosophe, professeure à l'Université Berkeley (Californie)

organisation politique ainsi que sur la résistance armée» avant d'affirmer «mais je pense qu'il est plus honnête, et plus correct historiquement, de dire que le soulèvement du 7 octobre était un acte de résistance armée. [...]. Ce n'est pas une attaque terroriste, et ce n'est pas une attaque antisémite. C'était une attaque contre les Israéliens. »

Le scandale suscité par ses phrases n'aurait peut-être pas pris une telle ampleur si la professeure émérite à l'université de Californie à Berkeley en était à sa première sortie. Quelques mois après le 7 octobre, une vidéo circulait dans laquelle on pouvait l'entendre en 2006 expliquer que le Hamas et le Hezbollah relevaient des «*mouvements sociaux progressistes et de gauche*», en raison de leur dimension anti-impérialiste, «*ce qui n'empêche pas d'être critiques* » de ces organisations.

Sur *Mediapart*, [Judith Butler](#) persiste et signe, tout en réinscrivant ses propos dans un cheminement philosophique sur l'égalité et la paix. Constatant «*avec tristesse les efforts déployés pour déformer et caricaturer* » sa pensée, la philosophe, membre de la Jewish Voice for Peace, une importante organisation juive et antisioniste américaine, maintient la nécessité pour elle «*d'interpréter ces attaques, aussi horribles soient-elles, comme une tactique politique* ». Et d'enfoncer le clou : «*Je reste disposée à décrire cette attaque comme une forme de résistance armée à la colonisation, et au siège et à la dépossession en cours.* » Tout en soulignant : «*Cela ne revient pas à glorifier leurs atrocités. Et cela ne signifie en aucun cas que je soutiens les actions du Hamas ou que je considère que leurs actions sont justifiées. [...] Expliquer n'est pas exonérer.* »

« Toutes les formes de “résistance” ne sont pas justifiées »

Elle reconnaît «*que l'on peut clairement entendre de l'antisémitisme dans les enregistrements qui nous sont parvenus* » tout en réaffirmant que «*la principale motivation du Hamas était de défier une puissance militaire coloniale pour montrer qu'ils étaient capables de faire une incursion sur le territoire israélien, de tuer et de détruire, de frapper Israël là où cela ferait mal. Toutes les formes de “résistance” ne sont pas justifiées, et certaines, comme celles-ci, appellent véritablement une condamnation* ». Elle évoque notamment [les violences sexuelles “inexcusables” commises par le Hamas](#).

Selon la théoricienne phare des études de genre, la recherche d'une résolution pacifique du conflit implique de «*trouver les moyens de comprendre les raisons de la violence* » car «*si nous voulons demander aux gens de déposer les armes – et j'espère que telle est notre volonté – nous devons comprendre pourquoi ils les prennent* ». Réaffirmant son attachement aux idéaux de non-violence, l'intellectuelle pose «*la fin de la domination coloniale* » comme préalable nécessaire à toute idée de «*cohabitation* » entre les deux peuples.



13 octobre 2023

Condamner la violence

Par Judith **Butler**

Les questions qui ont le plus besoin d'un débat public, celles qui doivent être discutées dans la plus grande urgence, sont des questions qui sont difficiles à aborder dans les cadres existants. Et même si l'on souhaite aller directement au cœur du sujet, on se heurte à un cadre qui fait qu'il est presque impossible de dire ce que l'on a à dire. Je veux parler ici de la violence, de la violence présente, et de l'histoire de la violence, sous toutes ses formes. Mais si l'on veut documenter la violence, ce qui veut dire comprendre les tueries et les bombardements massifs commis par le Hamas en Israël, et qui s'inscrivent dans cette histoire, alors on est accusé de « relativisme » ou de « contextualisation ». On nous demande de condamner ou d'approuver, et cela se comprend, mais est-ce bien là tout ce qui, éthiquement, est exigé de nous ? Je condamne les violences commises par le Hamas, je les condamne sans la moindre réserve. Le Hamas a commis un massacre terrifiant et révoltant. Telle a été et est encore ma réaction première. Mais elle n'a pas été la seule.

Dans l'immédiateté de l'événement, on veut savoir de quel « côté » sont les gens, et clairement, la seule réaction possible à de pareilles tueries est une condamnation sans équivoque. Mais pourquoi se fait-il que nous ayons parfois le sentiment que se demander si nous utilisons les bons mots ou comprenons bien la situation historique fait nécessairement obstacle à une condamnation morale absolue ? Est-ce vraiment relativiser que se demander ce que nous condamnons précisément, quelle portée cette condamnation doit avoir, et comment décrire au mieux la ou les formations politiques auxquelles nous nous opposons ?

Il serait étrange de s'opposer à quelque chose sans comprendre de quoi il s'agit, ou sans la décrire de façon précise. Il serait plus étrange encore de croire que toute condamnation nécessite un refus de comprendre, de peur que cette compréhension ne serve qu'à relativiser les choses et diminuer notre capacité de jugement. Mais que faire s'il est moralement impératif d'étendre notre condamnation à des crimes tout aussi atroces, qui ne se limitent pas à ceux mis en avant et répétés par les médias ? Quand et où doit commencer et s'arrêter notre acte de condamnation ? N'avons-nous pas besoin d'une évaluation critique et informée de la situation pour accompagner notre condamnation politique et morale, sans avoir à craindre que s'informer et comprendre nous transforme, aux yeux des autres, en complices immoraux de crimes atroces ?

Certains groupes se servent de l'histoire de la violence israélienne dans la région pour disculper le Hamas, mais ils utilisent une forme corrompue de raisonnement moral pour y parvenir. Soyons clairs. Les violences commises par Israël contre les Palestiniens sont massives : bombardements incessants, assassinats de personnes de tous âges chez eux et dans les rues, torture dans les prisons israéliennes, techniques d'affamement à Gaza, expropriation radicale et continue des terres et des logements. Et ces violences, sous toutes leurs formes, sont commises sur un peuple qui est soumis à un régime colonial et à l'apartheid, et qui, privé d'État, est apatride.

Mais quand les Groupes Solidarité pour la Palestine de Harvard (Harvard Palestine Solidarity Groups) publient une déclaration disant que « le régime d'apartheid est le seul responsable » des attaques mortelles du Hamas contre des cibles israéliennes, ils font une erreur et sont dans l'erreur. Ils ont tort d'attribuer de cette façon la responsabilité, et rien ne saurait disculper le Hamas des tueries atroces qu'ils ont perpétrées. En revanche, ils ont certainement raison de rappeler l'histoire des violences : « *de la dépossession systématique des terres aux frappes aériennes de routine, des*

détentions arbitraires aux checkpoints militaires, des séparations familiales forcées aux assassinats ciblés, les Palestiniens sont forcés de vivre dans un état de mort, à la fois lente et subite. » Tout cela est exact et doit être dit, mais cela ne signifie pas que les violences du Hamas ne soient que l'autre nom des violences d'Israël.

Il est vrai que nous devons nous efforcer de comprendre les raisons de la formation de groupes comme le Hamas, à la lumière des promesses rompues d'Oslo et de cet « *état de mort, à la fois lente et subite* » qui décrit bien l'existence des millions de Palestiniens vivant sous occupation, et qui se caractérise par une surveillance constante, la menace d'une détention sans procès, ou une intensification du siège de Gaza pour priver ses habitants d'eau, de nourriture et de médicaments. Mais ces références à l'histoire des Palestiniens ne sauraient justifier moralement ou politiquement leurs actes. Si l'on nous demandait de comprendre la violence palestinienne comme une continuation de la violence israélienne, ainsi que le demandent les Groupes Solidarité pour la Palestine de Harvard, alors il n'y aurait qu'une seule source de culpabilité morale, et même les actes de violence commis par les Palestiniens ne seraient pas vraiment les leurs. Ce n'est pas rendre compte de l'autonomie d'action des Palestiniens.

La nécessité de séparer la compréhension de la violence omniprésente et permanente de l'État israélien de toute justification de la violence est absolument cruciale si nous voulons comprendre quels peuvent être les autres moyens de renverser le système colonial, mettre fin aux arrestations arbitraires et à la torture dans les prisons israéliennes, et arrêter le siège de Gaza, où l'eau et la nourriture sont rationnés par l'État-nation qui contrôle ses frontières. Autrement dit, la question de savoir quel monde est encore possible pour tous les habitants de la région dépend des moyens dont il sera mis fin au système colonial et au pouvoir des colons. Hamas a répondu de façon atroce et terrifiante à cette question, mais il y a bien d'autres façons d'y répondre.

Si, en revanche, il nous est interdit de parler de "l'occupation", comme dans une sorte de *Denkverbot* allemand, si nous ne pouvons pas même poser le débat sur la question de savoir si le joug militaire israélien sur la région relève du colonialisme ou de l'apartheid racial, alors nous ne pouvons espérer comprendre ni le passé, ni le présent, ni l'avenir. Et beaucoup de gens qui regardent le carnage dans les médias sont totalement désespérés. Or une des raisons de ce désespoir est précisément qu'ils regardent les médias, et vivent dans le monde sensationnel et immédiat de l'indignation morale absolue. Il faut du temps pour une autre morale politique, il faut de la patience et du courage pour apprendre et nommer les choses, et nous avons besoin de tout cela pour que notre condamnation puisse être accompagnée d'une vision proprement morale.

Je m'oppose aux violences que le Hamas a commises, et ne leur trouve aucune excuse. Quand je dis cela, je prends une position morale et politique claire. Je n'équivoque pas lorsque je réfléchis sur ce que cette condamnation implique et présuppose. Quiconque me rejoint dans cette position se demande peut-être si la condamnation morale doit reposer sur une compréhension de ce qui est condamné. On pourrait répondre que non, que je n'ai rien besoin de connaître du Hamas ou de la Palestine pour savoir que ce qu'ils ont fait est mal et pour le condamner. Et si l'on s'arrête là, si l'on se contente des représentations fournies par les médias, sans jamais se demander si elles sont réellement utiles et exactes, et si le cadre utilisé permet à toutes les histoires d'être racontées, alors on se résout à une certaine ignorance et l'on fait confiance aux cadres existants. Après tout, nous sommes tous très occupés, et nous n'avons pas tous le temps d'être des historiens ou des sociologues. C'est une manière possible de vivre et de penser, et beaucoup de gens bien-intentionnés vivent effectivement ainsi, mais à quel prix ?

Que nous faudrait-il dire et faire, en revanche, si notre morale et notre politique ne s'arrêtaient pas à l'acte de condamnation ? Si nous continuions, malgré tout, de nous intéresser à la question de savoir quelles sont les formes de vie qui pourraient libérer la région de violences comme celles-ci ? Et si, en plus de condamner les crimes gratuits, nous voulions créer un futur dans lequel ce genre de violences

n'aurait plus cours ? C'est une aspiration normative qui va bien au-delà de la condamnation momentanée. Pour y parvenir, il nous faut absolument connaître l'histoire de la situation : l'histoire de la formation du Hamas comme groupe militant, dans l'abattement total, après Oslo, pour tous les habitants de Gaza à qui les promesses de gouvernement autonome n'ont jamais été honorées ; l'histoire de la formation des autres groupes palestiniens, de leurs tactiques et de leurs objectifs ; l'histoire enfin du peuple palestinien lui-même, de ses aspirations à la liberté et au droit à l'autodétermination, de son désir de se libérer du régime colonial et de la violence militaire et carcérale permanente. Alors, si le Hamas était dissous ou s'il était remplacé par des groupes non-violents aspirant à la cohabitation, nous pourrions prendre part à la lutte pour une Palestine libre.

Quant à ceux dont les préoccupations morales se limitent à la seule condamnation, comprendre la situation n'est pas un objectif. Leur indignation morale est à la fois présentiste et anti-intellectuelle. Et pourtant, l'indignation peut aussi amener quelqu'un à ouvrir des livres d'histoire pour essayer de comprendre comment un événement comme celui-ci a pu arriver, et si les conditions pourraient changer de telle sorte qu'un avenir de violence ne soit pas le seul avenir possible. Jamais la contextualisation ne devrait être considérée comme une activité moralement problématique, même s'il y a des formes de contextualisation qui sont utilisées pour excuser ou disculper. Est-il possible de distinguer ces deux formes de contextualisation ? Ce n'est pas parce que certains pensent que contextualiser des violences atroces ne sert qu'à occulter la violence ou, pire encore, à la rationaliser que nous devrions nous soumettre à l'idée que toute forme de contextualisation est toujours une forme de relativisme moral.

Quand les Groupes Solidarité pour la Palestine de Harvard disent que « *le régime d'apartheid est le seul responsable* » des attaques du Hamas, ils souscrivent à une conception inacceptable de la responsabilité morale. Il semble que pour comprendre comment s'est produit un événement, et ce qu'il signifie, il nous faille apprendre l'histoire. Cela veut dire qu'il nous incombe tout à la fois d'élargir la perspective au-delà de la terrible fascination du moment et, sans jamais nier l'horreur, de ne pas laisser l'horreur présente représenter toute l'horreur qu'il y a à représenter, et nous efforcer de savoir, de comprendre et de nous *opposer*.

Or les médias d'aujourd'hui, pour la plupart d'entre eux, ne racontent pas les horreurs que vivent les Palestiniens depuis des décennies, les bombardements, les tueries, les attaques et les arrestations arbitraires. Et si les horreurs des derniers jours ont pour les médias une importance morale plus grande que les horreurs des soixante-dix dernières années, alors la réaction morale du moment menace d'empêcher et d'occulter toute compréhension des injustices radicales endurées depuis si longtemps par la Palestine occupée et déplacée de force.

Certains craignent, à juste titre, que toute contextualisation des actes violents commis par le Hamas soit utilisée pour disculper le Hamas, ou que la contextualisation détourne l'attention des horreurs perpétrées. Mais si c'est l'horreur elle-même qui nous amène à contextualiser ? Où commence cette horreur et où finit-elle ? Si les médias parlent aujourd'hui de guerre entre le Hamas et Israël, c'est donc qu'ils proposent un cadre pour comprendre la situation. Ils ont, ainsi, compris la situation à l'avance. Si Gaza est comprise comme étant sous occupation, ou si l'on parle à son sujet de "prison à ciel ouvert", alors c'est une autre interprétation qui est proposée. Cela ressemble à une description, mais le langage contraint ou facilite ce que nous pouvons dire, comment nous pouvons décrire, et ce qui peut être connu.

Oui, la langue peut décrire, mais elle n'acquiert le pouvoir de le faire que si elle se conforme aux limites qui sont imposées à ce qui est dicible. S'il est décidé que nous n'avons pas besoin de savoir combien d'enfants et d'adolescents palestiniens ont été tués en Cisjordanie et à Gaza cette année ou pendant toutes les années de l'occupation, que ces informations ne sont pas importantes pour comprendre ou qualifier les attaques contre Israël, et les assassinats d'Israéliens, alors il est décidé que nous ne voulons pas connaître l'histoire des violences, du deuil et de l'indignation telle qu'est

vécue par les Palestiniens.

Une amie israélienne, qui se qualifie elle-même d'antisioniste, écrit en ligne qu'elle est terrifiée pour sa famille et pour ses amis, et qu'elle a perdu des proches. Et nous devrions tous être de tout cœur avec elle, comme je le suis bien évidemment. Cela est terrible. Sans équivoque. Et pourtant, il n'est pas un moment où sa propre expérience de l'horreur et de la perte de proches ou d'amis est imaginé comme pouvant être ce qu'une Palestinienne éprouve ou a éprouvé de son côté après des années de bombardement, d'incarcération et de violence militaire. Je suis moi aussi une Juive, qui vit avec un traumatisme transgénérationnel à la suite des atrocités commises contre des personnes comme moi. Mais ces atrocités ont aussi été commises contre des personnes qui ne sont pas comme moi. Je n'ai pas besoin de m'identifier à tel visage ou à tel nom pour nommer les atrocités que je vois. Ou du moins je m'efforce de ne pas le faire.

Mais le problème, au bout du compte, n'est pas seulement une absence d'empathie. Car l'empathie prend généralement forme dans un cadre qui permette qu'une identification se fasse, ou une traduction entre l'expérience d'autrui et ma propre expérience. Et si le cadre dominant considère que certaines vies sont plus dignes d'être pleurées que d'autres, alors il s'ensuit que certaines pertes seront plus terribles que d'autres. La question de savoir quelles vies méritent d'être pleurées fait partie intégrante de la question de savoir quelles sont les vies qui sont dignes d'avoir une valeur. Et c'est ici que le racisme entre en jeu de façon décisive. Car si les Palestiniens sont des « animaux », comme le répète Netanyahu, et si les Israéliens représentent désormais « le peuple juif », comme le répète Biden (englobant la diaspora juive dans Israël, comme le réclament les réactionnaires), alors les seules personnes dignes d'être pleurées, les seules qui sont éligibles au deuil, sont les Israéliens, car la scène de « guerre » est désormais une scène qui oppose les Juifs aux animaux qui veulent les tuer.

Ce n'est certainement pas la première fois qu'un groupe de personnes qui veulent se libérer du joug de la colonisation sont représentées comme des animaux par le colonisateur. Les Israéliens sont-ils des "animaux" quand ils tuent ? Ce cadre raciste de la violence contemporaine rappelle l'opposition coloniale entre les "civilisés" et les "barbares", qui doivent être écrasés ou détruits pour sauvegarder la "civilisation". Et lorsque nous rappelons l'existence de ce cadre au moment d'affirmer notre condamnation morale, nous nous trouvons impliqué dans la dénonciation d'une forme de racisme qui va bien au-delà de l'énonciation de la structure de la vie quotidienne en Palestine. Et pour cela, une réparation radicale est certainement plus que nécessaire.

Si nous pensons qu'une condamnation morale doit être un acte clair et ponctuel, sans référence à aucun contexte ni aucun savoir, alors nous acceptons inévitablement les termes dans lesquels se fait cette condamnation, la scène sur laquelle les alternatives sont orchestrées. Et dans ce contexte récent qui nous intéresse, accepter ce cadre, c'est reprendre les formes de racisme colonial qui font précisément partie du problème structurel à résoudre, de l'injustice intolérable à surmonter. Nous ne pouvons donc pas refuser l'histoire de l'injustice au nom d'une certitude morale, car nous risquerions alors de commettre d'autres injustices encore, et notre certitude finirait par s'affaïsser sur un fondement de moins en moins solide. Pourquoi ne pouvons-nous pas condamner des actes moralement haïssables sans perdre notre capacité de penser, de connaître et de juger ? Nous pouvons certainement faire tout cela, et nous le devons.

Les actes de violence auxquels nous assistons via les médias sont horribles. Et dans ce moment où toute notre attention est accaparée par ces médias, les violences que nous voyons sont les seules que nous connaissions. Je le répète : nous avons le droit de déplorer ces violences et d'exprimer notre horreur. Cela fait des jours que j'ai mal au ventre à essayer d'écrire sans trouver le sommeil, et tous les gens que je connais vivent dans la peur de ce que va faire demain la machine militaire israélienne, si le discours génocidaire de Netanyahu va se matérialiser par une option nucléaire ou par d'autres tueries de masse de Palestiniens. Je me demande moi-même si nous pouvons pleurer,

sans réserve aucune, pour les vies perdues à Tel-Aviv comme pour les vies perdues à Gaza, sans se laisser entraîner dans des débats sur le relativisme et sur les fausses équivalences. Peut-être les limites élargies du deuil peuvent-elles contribuer à un idéal d'égalité substantiel, qui reconnaisse l'égle "pleurabilité" de toutes les vies, et qui nous porte à protester que ces vies n'auraient pas dû être perdues, qui méritaient de vivre encore et d'être reconnues, à part égale, comme vies.

Comment pouvons-nous même imaginer la forme future de l'égalité des vivants sans savoir, comme l'a documenté le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, que les militaires et les colons israéliens ont tué au minimum 3 752 civils palestiniens depuis 2008 à Gaza et en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. Où et quand le monde a-t-il pleuré ces morts ? Et dans les seuls bombardements et attaques d'octobre, 140 [enfants palestiniens](#) ont déjà été tués. Beaucoup d'autres trouveront la mort au cours des actions militaires de « représailles » contre le Hamas dans les jours et les semaines qui viennent.

Ce n'est pas remettre en cause nos positions morales que de prendre le temps d'apprendre l'histoire de la violence coloniale et d'examiner le langage, les récits et les cadres qui servent aujourd'hui à rapporter et expliquer – et interpréter a priori – ce qui se passe dans cette région. Il s'agit là d'un savoir critique, mais qui n'a absolument pas pour but de rationaliser les violences existences ou d'en autoriser d'autres. Son but est d'apporter une compréhension plus exacte de la situation que celle proposée par le cadre incontesté du seul moment présent. Peut-être d'autres positions d'opposition morale viendront-elles s'ajouter à celles que nous avons déjà acceptées, y compris l'opposition à la violence militaire et policière qui imprègne et sature la vie des Palestiniens dans la région, leur droit à faire le deuil, à connaître et exprimer leur indignation et leur solidarité, à trouver leur propre chemin vers un avenir de liberté ?

Personnellement, je défends une politique de non-violence, sachant qu'elle ne peut constituer un principe absolu, qui trouve à s'appliquer en toutes circonstances. Je soutiens que les luttes de libération qui pratiquent la non-violence contribuent à créer le monde non-violent dans lequel nous désirons tous vivre. Je déplore sans équivoque la violence, et en même temps, comme tant d'autres personnes littéralement stupéfiées devant leur télévision, je veux contribuer à imaginer et à lutter pour la justice et pour l'égalité dans la région, une justice et une égalité qui entraîneraient la fin de l'occupation israélienne et la disparition de groupes comme le Hamas, et qui permettrait l'épanouissement de nouvelles formes de justice et de liberté politique.

Sans justice et sans égalité, sans la fin des violences perpétrées par un État, Israël, qui est fondé sur la violence, aucun futur ne peut être imaginé, aucun avenir de paix véritable – et je parle ici de paix véritable, pas de la « paix » qui n'est qu'un euphémisme pour la normalisation, laquelle signifie maintenir en place les structures de l'injustice, de l'inégalité et du racisme. Un pareil futur ne pourra cependant pas advenir si nous ne sommes pas libres de nommer, de décrire et de nous opposer à toutes les violences, y compris celles de l'État israélien, sous toutes ses formes, et de le faire sans avoir à craindre la censure, la criminalisation ou l'accusation fallacieuse d'antisémitisme.

Le monde que je désire est un monde qui s'oppose à la normalisation du régime colonial israélien et qui soutient la liberté et l'autodétermination des Palestiniens, un monde qui réaliserait le désir profond de tous les habitants de ces terres de vivre ensemble dans la liberté, la non-violence, la justice et l'égalité. Cet espoir semble certainement, pour beaucoup, impossible ou naïf. Et pourtant, il faut que certains d'entre nous s'accrochent farouchement à cet espoir, et refusent de croire que les structures qui existent aujourd'hui existeront toujours. Et pour cela, nous avons besoin de nos poètes, de nos rêveurs, de nos fous indomptés, de tous ceux qui savent comment se mobiliser.

traduit de l'anglais par Christophe Jaquet

[retour](#)